

LE 28 JUIN 1960

Le 28 juin 1960 est maintenant derrière nous. Cette journée de protestation contre la guerre d'Algérie et pour une solution négociée n'a pas été un succès, contrairement à l'affirmation de la résolution du Comité Central du Parti Communiste Français : « La journée du 28 juin, malgré l'interdiction gouvernementale, a connu un grand succès... » (L'Humanité, 1^{er} juillet 1960.

La manifestation du 28 juin devait revêtir une « ampleur nationale. L'Humanité n'a pas pu citer d'autres exemples un peu importants que ceux d'une demi-douzaine de cortèges, vite dispersés d'ailleurs, si l'on en excepte le défilé des étudiants au Quartier latin.

Cependant la forme d'organisation était bien préférable à celles que nous avons connues dans le passé.

Jusqu'ici c'était le Mouvement de la Paix qui prenait quasiment seul la charge de l'organisation des « manifestations pour la paix ». Or ce mouvement, dont la direction est presque exclusivement composée de personnalités plus sensibles au péril allemand qu'aux problèmes de la lutte anticolonialiste, n'avait jamais réussi à entraîner dans son sillage les forces vives de la classe ouvrière. Les ouvriers communistes eux-mêmes se désintéressaient de ce mouvement dans lequel le médecin, le notaire et l'avocat du coin devaient faire figure d'oracles, selon les directives mêmes du P.C.F. Le Mouvement de la Paix a surtout fait, malgré les rassemblements qu'il a suscités, la preuve de sa stérilité. La direction du P.C.F. y était fortement attachée en raison même de la modération des petits et grands bourgeois progressistes qui présidaient à ses destinées.

Il fallait bien cependant sortir de la stagnation et ainsi le P.C.F. et le Mouvement de la Paix, après bien des tergiversations, soutinrent-ils le « Comité de coordination de Pleyel », créé en 1958. Ce comité, dans lequel sont représentés la C.G.T., des syndicats F.O., C.F.T.C., la F.E.N., le P.S.U., l'U.N.E.F., le P.C.F., le Mouvement de la Paix, ainsi que certaines organisations de la S.F.I.O., constitue un forme de regroupement beaucoup plus efficace et adéquate, parce qu'il peut donner à la lutte de la classe ouvrière le rôle qui lui revient, celui de dirigeant, qui ne peut d'ailleurs être vraiment assuré que par le front unique de ses formations politiques et syndicales.

Cependant il n'en reste pas moins, comme nous l'écrivons au début, que la journée n'a pas eu de succès. Quelles en sont les raisons ?

Sans doute l'interdiction des manifestations, sans doute les déclarations de de Gaulle du 14 juin, venant après celles qu'il fit dans les popotes, ont-elles provoqué de nouveau un certain attentisme des masses ; d'autant plus que le 28 juin étaient déjà entamés les pourparlers préliminaires entre le G.P.R.A. et le gouvernement français. Mais cette explication est bien insuffisante.

En fixant à l'avance une date de manifestations, ne tenait-on pas à corseter le mouvement ? N'aurait-il pas été plus judicieux, d'abord, d'organiser des manifestations de solidarité envers l'U.N.E.F. qui eut à subir les premiers assauts du gouvernement ? Ces manifestations n'auraient-elles pas permis un développement plus naturel, un élargissement plus certain, du mouvement encore à ses débuts ?

Mais la principale raison de l'insuccès du 28 juin est, à notre avis, ailleurs.

En réalité, la C.G.T. et le P.C.F. qui, numériquement et politiquement, dans le Comité de coordination de Pleyel représentent le principal poids, se sont alignés sur F.O., la C.F.T.C. et la F.E.N. Le Comité de coordination, cela a été écrit et dit, laissait à chacune des organisations participantes le choix des modalités d'action, c'est-à-dire une certaine autonomie. Le P.C.F. et la C.G.T. se sont alignés en réalité sur les syndicats C.F.T.C. et F.O. Il y a eu un déplacement général sur les positions des plus timorés. Comment, dans ces conditions, les masses auraient-elles pu manifester fermement ?

Le 28 juin au matin, L'Humanité proposait à ses lecteurs un titre extrêmement mou ; en substance, les masses sauraient trouver les formes de lutte appropriées, et dans les assemblées de base les militants du P.C.F. et de la C.G.T. discouraient sur la nécessité d'agir dans « le calme et la dignité ». Ils « en rajoutaient » même au communiqué du

DECLARATION DU BUREAU POLITIQUE DU PARTI COMMUNISTE INTERNATIONALISTE

Après près de six années d'une lutte qui lui a coûté d'innombrables sacrifices, le peuple algérien a obtenu une déclaration de de Gaulle permettant que s'engagent des négociations entre le gouvernement français et le G.P.R.A. sur un pied d'égalité.

Mais ces négociations ne signifient pas encore la paix. Déjà les forces de réaction en France et en Algérie s'organisent en vue de maintenir la domination française en Algérie. Aussi importe-t-il plus que jamais que les travailleurs de France s'organisent et se mobilisent pour défendre la Révolution Algérienne et exiger du gouvernement français des mesures nécessaires pour permettre au peuple algérien de s'exprimer en toute liberté :

a) retrait de toutes les mesures de répression et d'exception qui frappent les Algériens tant en France que dans leur pays (libération des prisonniers, fermeture des camps, légalisation des organisations politiques, syndicales, culturelles algériennes, etc.).

b) retrait du contingent.

Le 21 juin 1960.

Comité de coordination. L'Humanité est bien mal venue de protester contre l'article de France-Observateur (30 juin 1960).

Les militants responsables du P.S.U. ont souvent montré plus de hardiesse et ne se sont pas faits les avocats de la légalité comme ceux du P.C.F.

La politique du P.C.F. est légaliste. Comment pourrait-on alors appeler les masses à manifester résolument ?

La politique du P.C.F. est nationale. En évoquant et en mettant en avant les intérêts nationaux (de la France capitaliste) et non pas la solidarité et le soutien effectif des partisans algériens, on met sur le même plan le gouvernement français et le G.P.R.A. Et ainsi les masses, ne faisant pas la différence entre le gouvernement français qui représente les intérêts du capitalisme et le G.P.R.A. qui représente les masses algériennes en lutte pour leur libération, considèrent que les pourparlers ne sont qu'une affaire gouvernementale, et non pas une affaire qui les intéresse au plus haut point.

Elles n'ont ainsi que trop tendance à laisser aux négociateurs français la paix selon le vœu funeste de Guy Mollet.

R. MERLIN.